

MINISTERE DU BUDGET  
ET DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT

-----  
MINISTERE DE L'ECONOMIE  
ET DES FINANCES

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE



UNION-DISCIPLINE-TRAVAIL

EXECUTION DU BUDGET A FIN SEPTEMBRE 2022

**COMMUNICATION EN CONSEIL  
DES MINISTRES RELATIVE A  
L'EXECUTION DU BUDGET  
A FIN SEPTEMBRE 2022**

La présente Communication vise à faire le bilan de l'exécution du budget de l'Etat à fin septembre 2022, à travers l'analyse de la mobilisation des ressources et de l'exécution des dépenses, en référence aux objectifs révisés, tels qu'arrêtés dans le collectif budgétaire 2022.

## I- MOBILISATION DES RESSOURCES

**Les ressources** mobilisées à fin septembre 2022 s'élèvent à **6.674,4 milliards de FCFA** pour une prévision de 7.041,4 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 94,8%.

Ces réalisations comprennent **3.709,2 milliards de FCFA de recettes budgétaires** (recettes fiscales, recettes non fiscales et dons) et **2.965,2 milliards de FCFA de ressources de trésorerie** (privatisations et ventes d'actifs, remboursements par les entreprises publiques des prêts rétrocédés, emprunts sur les marchés des capitaux, emprunts-programmes et emprunts-projets).

**Les recettes fiscales** ont été recouvrées à hauteur de **3.482,8 milliards de FCFA** à fin septembre 2022, avec un écart négatif de 42,6 milliards de FCFA par rapport à l'objectif de 3.525,4 milliards de FCFA. Ce résultat est principalement lié aux performances moindres enregistrées dans le recouvrement des impôts et taxes ci-après :

- **la taxe sur la valeur ajoutée en régime intérieur** a été recouvrée à hauteur de **409 milliards de FCFA**, contre une prévision de 475,7 milliards de FCFA, soit un écart négatif de 66,7 milliards de FCFA. Ce résultat s'explique notamment par la mobilisation moindre que prévue de taxes dans les secteurs du commerce, des BTP et des transports, induite par la décélération des activités taxables dans ces domaines, en sus du niveau relativement élevé des exonérations ;
- **les droits d'enregistrement et de timbre** ont été collectés à hauteur de **152,7 milliards de FCFA**, avec un écart négatif de 11,2 milliards de FCFA par rapport aux prévisions de 163,9 milliards de FCFA, essentiellement en lien avec un prix CAF du cacao en deçà du niveau projeté (1.145,8 FCFA/Kg en réalisation contre 1.245,9 FCFA/Kg en prévision) ;
- **la taxe sur les télécommunications** a été encaissée à hauteur de **43 milliards de FCFA** contre 53 milliards de FCFA prévus, soit un écart négatif de 10 milliards de FCFA résultant d'une baisse du chiffre d'affaires du secteur, consécutif aux effets de la stratégie commerciale de nouveaux opérateurs ;
- **la taxe spécifique sur les communications téléphoniques** a été collectée à hauteur de **20,8 milliards de FCFA** contre 25,5 milliards de FCFA prévus, soit un écart négatif de 4,7 milliards de FCFA, induit par le retard enregistré dans la mise en place du dispositif de contrôle des flux de télécommunication ;
- **les taxes sur les boissons et le tabac** ont été encaissées à hauteur de **58,6 milliards de FCFA**, avec un écart négatif de 5,7 milliards de FCFA par rapport aux prévisions de 64,3 milliards de FCFA, en lien notamment avec la baisse du chiffre d'affaires consécutive à la perte de la licence d'embouteillage des marques Coca Cola par certaines brasseries ;
- **l'impôt BIC hors pétrole et gaz** a été encaissé à hauteur de **551,6 milliards de FCFA**, avec un écart négatif de 3,2 milliards de FCFA par rapport aux prévisions de 554,7 milliards de FCFA et principalement imputable au recul du niveau des retenues BIC et BNC ;
- **les impôts sur les revenus et salaires** se sont chiffrés à **486,7 milliards de FCFA** contre une prévision de 489,9 milliards de FCFA. L'écart négatif de 3,2 milliards de FCFA est essentiellement dû au niveau moindre que prévu des retenues sur la solde des fonctionnaires et agents de l'Etat, en lien avec l'intégration plus tard que prévue, des 10.300 enseignants contractuels recrutés dans le cadre du Programme Social du Gouvernement 2019-2020 ;
- **les taxes à l'exportation** ont été recouvrées à hauteur de **294,1 milliards de FCFA**, avec un écart négatif de 2,8 milliards de FCFA par rapport aux prévisions de 296,9 milliards de FCFA. Ce résultat s'explique, d'une part, par les exportations en volume de noix de cajou moindre que projetées (718,6 mille tonnes pour un objectif de 762,5 mille tonnes) et, d'autre part, par un prix CAF du cacao inférieur au niveau prévu (1.145,8 FCFA/Kg en réalisation contre un objectif de 1.245,9 FCFA/Kg).

L'effet des résultats moins favorables susmentionnés a, toutefois, été atténué par les bonnes performances enregistrées dans le recouvrement de certaines taxes. Il s'agit notamment des taxes à l'importation sur les marchandises générales (+27,3 milliards de FCFA, résultant de la hausse des prix à l'importation par rapport aux prévisions, du fait de l'accroissement des prix internationaux), des impôts sur le revenu des capitaux

mobiliers (+14,4 milliards de FCFA résultant de paiements de l'IRVM effectués avant échéance), de la taxe ad valorem (+11,9 milliards de FCFA), des revenus du pétrole (+11,2 milliards de FCFA non initialement prévus à fin septembre 2022).

**S'agissant des recettes non fiscales**, elles ont été recouvrées à hauteur de **105,2 milliards de FCFA** pour un objectif de 103 milliards de FCFA. Ces recettes comprennent 54,3 milliards de FCFA de recettes des services dont 26 milliards de FCFA de commissions sur transferts, 32,9 milliards de FCFA de revenus du domaine contre 29,7 milliards de FCFA prévus, 7,4 milliards de FCFA au titre du Fonds d'Investissement en milieu Rural, 3,6 milliards de FCFA de bonus de signature et 3,2 milliards de FCFA de recettes exceptionnelles issues des surcotes payées lors des souscriptions aux titres publics.

**Quant aux dons**, la comptabilisation budgétaire des tirages est ressortie à **121,2 milliards de FCFA** pour une prévision de 132,7 milliards de FCFA.

**Les émissions de titres publics sur les marchés monétaire et financier** ont permis de mobiliser **2.308 milliards de FCFA** (hors surcotes de 3,2 milliards de FCFA enregistrées en recettes non fiscales) pour une prévision de **2.332,6 milliards de FCFA**. Ce montant comprend 803,8 milliards de FCFA (hors surcotes de 3,2 milliards de FCFA) d'obligations du Trésor émises par adjudication, 159,3 milliards de FCFA de bons du Trésor, 943,5 milliards de FCFA de produits d'emprunts obligataires mobilisés par syndication (emprunts TPCI) et 401,4 milliards de FCFA d'emprunts sur le marché international.

**Les transferts des entreprises**, correspondant aux versements effectués par diverses entreprises en remboursement des prêts qui leur ont été rétrocédés par l'Etat, se sont situés à **16,3 milliards de FCFA**. Ces versements proviennent du Port Autonome d'Abidjan pour 9,4 milliards de FCFA, de CI-Energies pour 3,3 milliards de FCFA, du Fonds National de l'Eau pour 2,7 milliards de FCFA, de Air Côte d'Ivoire pour 0,7 milliard de FCFA et de la SIPF pour 0,1 milliard de FCFA.

**Les produits de privatisations et de ventes d'actifs** proviennent essentiellement de la cession des parts de l'Etat dans PALMAFRIQUE pour un montant de **0,3 milliard de FCFA**.

**Concernant les ressources extérieures d'emprunts**, la comptabilisation budgétaire des tirages s'élève à **640,6 milliards de FCFA** contre un objectif de 936,2 milliards de FCFA. Ce niveau de réalisation est constitué de 620,8 milliards d'emprunts-projets et de 19,8 milliards d'emprunts programmes, pour des prévisions respectives de 916,4 milliards de FCFA et de 19,8 milliards de FCFA.

## **II- EXECUTION DES DEPENSES**

A fin septembre 2022, les dépenses ont été globalement exécutées à hauteur de **6.341,8 milliards de FCFA** pour une prévision de 6.577,4 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 96,4%. Ces dépenses se déclinent comme suit :

**Les charges financières de la dette publique** ont été réglées à hauteur de **717,9 milliards de FCFA** pour une prévision de 709,6 milliards de FCFA. Ces charges ont porté sur la dette intérieure pour 329,9 milliards de FCFA et la dette extérieure pour 388,0 milliards de FCFA.

**Les dépenses de personnel** ont été payées à hauteur de **1.450,8 milliards de FCFA** pour une prévision de 1.494,3 milliards de FCFA, en rapport notamment avec l'intégration à une date plus tardive que prévue, des 10.300 enseignants contractuels recrutés dans le cadre du Programme Social du Gouvernement 2019-2020 (1<sup>er</sup> octobre 2022 contre 15 septembre 2021 initialement prévu).

**Les dépenses d'abonnement** ont été exécutées pour **72,4 milliards de FCFA** contre une prévision de 86,7 milliards de FCFA, en rapport notamment avec le retard observé dans la transmission de certaines factures. Ces dépenses comprennent les règlements au titre des consommations d'électricité (58,7 milliards de FCFA), de téléphone (8,2 milliards de FCFA) et d'eau (5,5 milliards de FCFA).

**Les autres achats de biens et services (hors dépenses liées à la Covid-19)** se sont chiffrés à **540,4 milliards de FCFA** contre une prévision de 567,9 milliards de FCFA.

**Les transferts (hors dépenses liées à la Covid-19, CNS et dépenses liées aux élections)** ont été exécutés à hauteur de **522,7 milliards de FCFA**, pour une prévision de 517,6 milliards de FCFA. Ces transferts comprennent les subventions aux écoles privées (138,2 milliards de FCFA), les subventions aux EPN (90,5 milliards de FCFA), les bourses et pécules (70,3 milliards de FCFA) et les transferts aux collectivités (20,1 milliards de FCFA).

**Les dépenses liées à la gestion de la Covid-19** se sont situées à **97,2 milliards de FCFA** contre 104,1 milliards de FCFA prévus, et ont été essentiellement consacrées à la riposte sanitaire.

**Concernant les dépenses de sécurité et d'élections**, elles se sont établies à **47,1 milliards de FCFA** contre 33,9 milliards de FCFA prévues, en lien avec le renforcement du dispositif sécuritaire.

Quant aux **dépenses d'investissement**, elles sont ressorties à **1.460,5 milliards de FCFA** contre une prévision de 1.771,4 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 82,4%, en liaison avec un niveau moins élevé que programmé de l'exécution des projets financés sur ressources extérieures, principalement au titre des emprunts-projets. Ces dépenses ont été financées à 55,4% sur les ressources intérieures et 44,6% sur les ressources extérieures.

L'analyse des taux de consommation des crédits d'investissement des institutions et ministères fait ressortir que vingt-huit (28) d'entre eux présentent des taux d'exécution inférieurs à 75% et dix (10) d'entre eux affichent des taux d'exécution supérieurs à 75%.

Enfin, **les charges de trésorerie**, qui concernent le remboursement du capital au titre de la dette publique, se sont établies à **1.432,9 milliards de FCFA** pour une prévision de 1.292 milliards de FCFA. L'écart positif de 140,9 milliards de FCFA s'explique principalement par l'impact des opérations de rachat effectuées en juillet et septembre 2022 et de la variation à la hausse du cours du dollar US par rapport aux hypothèses ayant servi à bâtir le budget 2022 de l'Etat (taux moyen de 621 FCFA/dollar US en réalisation contre une prévision de 567,5 FCFA/dollar US).

Concernant en particulier les **dépenses de lutte contre la pauvreté et de réduction des disparités sociales**, elles se sont établies à **2.242 milliards de FCFA** à fin septembre 2022, au-dessus de l'objectif plancher de 2.232,9 milliards de FCFA.

**Le solde budgétaire à fin septembre 2022** ressortirait ainsi à **-1.001,4 milliards de FCFA**, pour un niveau plancher fixé à -2.588,8 milliards de FCFA à fin décembre 2022, représentant -6% du PIB. Le niveau de ce solde devrait s'accroître significativement sur le dernier trimestre de l'année 2022, à la faveur de l'adoption de la loi de finances rectificative.

## **CONCLUSION**

L'exécution budgétaire au terme du troisième trimestre 2022 est caractérisée par une performance relativement satisfaisante de la mobilisation des ressources et une maîtrise des charges de fonctionnement.

En effet, les recettes budgétaires sont ressorties légèrement en deçà des projections (98,6%) et le niveau d'exécution des dépenses de fonctionnement a été globalement contenu dans la limite des prévisions (96,9%). Quant aux dépenses d'investissements, le niveau de consommation des crédits est ressorti en deçà de l'objectif (82,4%).

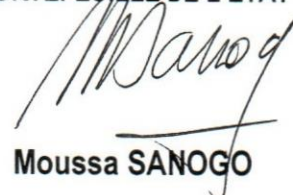
Au quatrième trimestre, un accent particulier sera mis sur la poursuite des efforts de mobilisation des recettes et le renforcement du suivi de l'exécution des dépenses d'investissement, dans la perspective de l'atteinte des objectifs du PND 2021-2025.

Telle est l'économie de la présente Communication relative à l'exécution du budget à fin septembre 2022, soumise à l'adoption du Conseil des Ministres.

**LE MINISTRE DE L'ECONOMIE  
ET DES FINANCES**

**Adama COULIBALY**

**LE MINISTRE DU BUDGET ET DU  
PORTEFEUILLE DE L'ETAT**



**Moussa SANOGO**

# ANNEXE 1 : CADRAGE BUDGETAIRE

## (Etat de réalisation à fin septembre 2022)

(en milliards de FCFA)

RESSOURCES	Budget 2022 (hors comptes spéciaux)	Collectif 2022 (hors comptes spéciaux)	Fin septembre 2022		DEPENSES	Budget 2022 (hors comptes spéciaux)	Collectif 2022 (hors comptes spéciaux)	Fin septembre 2022	
			Objectif	Réalisation				Objectif	Réalisation
<b>RECETTES ET DEPENSES BUDGETAIRES</b>									
<b>RESSOURCES</b>									
<b>RECETTES FISCALES (v/c FER)</b>									
- DGI	4 677,1	4 645,5	3 525,4	3 482,8		1 016,4	1 026,3	709,6	717,9
- TRESOR	2 620,8	2 798,7	2 155,7	2 085,7		472,3	478,1	323,4	329,9
- DGD (hors PCS, PCC et SGS)	11,5	11,5	8,1	8,7		544,1	548,2	386,2	388,0
	2 044,8	1 835,3	1 361,6	1 388,4				1 494,3	1 450,8
<b>RECETTES NON FISCALES (v/c FIMR)</b>	104,6	141,2	103,0	105,2		1 957,8	2 027,4	654,5	612,8
Recettes non fiscales Trésor	58,9	86,2	59,5	58,0		730,5	808,2	267,7	267,7
Revenus du domaine DGI	35,9	42,0	29,7	32,9		115,3	135,9	86,7	86,7
Bonus de signature secteur pétrolier	0,0	3,2	3,2	3,6		615,0	672,3	567,9	540,4
Licences de télécommunication	0,0	0,0	0,0	0,0					
Fonds d'investissement en milieu rural	9,8	9,8	7,4	7,4		648,2	904,4	517,6	522,7
Autres recettes non fiscales (Surcote sur Emission de titres publics)			3,2	3,2		30,0	104,1	104,1	97,2
<b>DONS</b>	294,8	295,5	132,7	121,2		30,0	104,1	104,1	97,2
Don programmes	212,4	199,7	91,2	87,6		30,0	104,1	104,1	97,2
AFD (CAD)	7,2	7,2	3,6	3,6		42,9	60,4	33,9	47,1
GVT Espagnol (PCD)	5,5	5,5	0,0	0,0		42,9	60,4	33,9	47,1
UE	82,4	83,1	41,6	30,1					
Dons projets									
<b>TOTAL DES RECETTES BUDGETAIRES</b>	<b>5 076,5</b>	<b>5 082,2</b>	<b>3 761,1</b>	<b>3 709,2</b>		<b>7 195,9</b>	<b>7 918,9</b>	<b>5 285,5</b>	<b>4 908,9</b>
<b>RESSOURCES ET CHARGES DE TRESORERIE</b>									
<b>RESSOURCES</b>									
Privatisation et ventes d'actifs	112,7	112,7	0,0	0,3					
Transfert des entreprises/dette rétrocédée	12,5	12,5	11,5	16,3					
<b>Emprunts sur marchés monétaire et financier</b>	<b>2 215,0</b>	<b>2 832,5</b>	<b>2 332,6</b>	<b>2 308,0</b>		<b>2 044,8</b>	<b>2 153,3</b>	<b>1 292,0</b>	<b>1 432,9</b>
Emprunts obligataires			1 077,2	943,5		1 265,1	1 380,2	809,2	945,5
Bons et obligations du Trésor			854,0	963,1		779,7	773,1	482,7	487,3
Eurobonds			401,4	401,4					
<b>Emprunts programmes</b>	<b>466,7</b>	<b>466,7</b>	<b>19,8</b>	<b>19,8</b>					
Banque Mondiale			0,0	0,0					
Banque Africaine de Développement			19,8	19,8					
AFD (Autre appui budgétaire)			0,0	0,0					
Allemagne			0,0	0,0					
Autres emprunts-programmes			0,0	0,0					
Emprunts-projets	466,7	466,7	916,4	620,8					
Autres emprunts à moyen et long termes (titrisations)	1 357,3	1 525,7							
		39,9							
<b>TOTAL DES RESSOURCES DE TRESORERIE</b>	<b>4 164,2</b>	<b>4 990,0</b>	<b>3 280,4</b>	<b>2 965,2</b>		<b>2 044,8</b>	<b>2 153,3</b>	<b>1 292,0</b>	<b>1 432,9</b>
<b>TOTAL GENERAL DES RESSOURCES</b>	<b>9 240,7</b>	<b>10 072,2</b>	<b>7 041,4</b>	<b>6 674,4</b>		<b>9 240,7</b>	<b>10 072,2</b>	<b>6 577,4</b>	<b>6 341,8</b>

Source : DGI, DGD, DGTCP, DGBF

## ANNEXE 2

### EVOLUTION DES RECETTES FISCALES BUDGETAIRES (Etat de réalisation à fin septembre 2022)

En milliards de FCFA

LIBELLES	fin septembre 2022		
	Objectif	Réalisation	Ecart (Real-Obj)
<b>RECETTES FISCALES BUDGETAIRES</b>	<b>3 525,4</b>	<b>3 482,8</b>	<b>-42,6</b>
<b>DGI</b>	<b>2 155,7</b>	<b>2 085,7</b>	<b>-69,9</b>
<b>Impôts directs</b>	<b>1 215,6</b>	<b>1 228,2</b>	<b>12,6</b>
<b>Impôts sur bénéfiques</b>	<b>616,5</b>	<b>618,1</b>	<b>1,5</b>
<b>BIC pétrole et gaz</b>	<b>31,7</b>	<b>40,4</b>	<b>8,7</b>
- BIC pétrole	0,0	8,7	8,7
- BIC gaz	31,7	31,7	0,0
<b>Autres impôts directs hors pétrole et gaz</b>	<b>1 183,9</b>	<b>1 187,8</b>	<b>3,9</b>
- BIC hors pétrole	554,7	551,6	-3,2
- Impôt synthétique et AIRSI	20,6	18,2	-2,4
- Taxe de la Micro Entreprise (TME)	9,5	7,9	-1,6
- Impôts sur revenus et salaires	482,5	479,2	-3,3
- Impôts sur revenus capitaux mobiliers/IRC	116,6	131,0	14,4
<b>Impôts indirects</b>	<b>940,0</b>	<b>857,5</b>	<b>-82,5</b>
TVA (hors part secteur électricité)	475,7	409,0	-66,7
TOB	74,4	72,6	-1,7
Taxe sur boissons et tabacs	64,3	58,6	-5,7
Droits d'enregistrement et de timbre	163,2	151,6	-11,6
<i>dont enregistrement café cacao</i>	60,9	49,4	-11,5
Patentes et Licences	40,5	42,1	1,5
Taxe d'exploitation pétrolière	0,0	2,5	2,5
Taxe d'exploitation du gaz	13,6	13,6	0,0
Taxe sur les télécommunications	53,0	43,0	-2,5
Taxe spéciale sur les consommations téléphoniques	25,5	20,8	-4,7
Taxe ad valorem	28,6	40,5	11,9
Accises et autres taxes indirectes	1,3	3,3	2,0
<i>dont Taxe pour le développement touristique</i>	1,3	0,6	-0,7
<b>TRESOR</b>	<b>8,1</b>	<b>8,7</b>	<b>0,6</b>
<b>Impôts directs</b>	<b>7,4</b>	<b>7,5</b>	<b>0,1</b>
Impôts sur revenus et salaires	7,4	7,5	0,1
<b>Impôts indirects</b>	<b>0,7</b>	<b>1,2</b>	<b>0,4</b>
Timbres et vignettes	0,7	1,2	0,4
<b>DGD (hors PCC, PCS et RPI)</b>	<b>1 361,6</b>	<b>1 388,4</b>	<b>26,8</b>
<b>Droits et taxes à l'importation</b>	<b>1 064,7</b>	<b>1 094,3</b>	<b>29,6</b>
Taxes sur produits pétroliers	82,9	85,1	2,3
Taxes hors produits pétroliers (hors RPI, PCS et PCC)	981,9	1 009,2	27,3
<b>Taxes à l'exportation</b>	<b>296,9</b>	<b>294,1</b>	<b>-2,8</b>

Source : DGI, DGD, DGTCP, DGB

**ANNEXE 3 : Situation de la capacité d'absorption des dépenses d'investissement des Institutions et Ministères (hors dépenses de sécurité et d'élections)**

(en FCFA)

<b>INSTITUTIONS/ MINISTERES</b>	<b>Dotation 2022</b>	<b>Exécution fin Septembre</b>	<b>Taux d'exécution Fin Septembre</b>
Ministère du Tourisme	14 298 000 000	210 000 000	1,5%
Ministère d'Etat, Ministère des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine et de la Diaspora	91 385 655 939	3 667 827 814	4,0%
Ministère de la Fonction Publique	1 588 965 000	414 758 139	26,1%
Ministère de l'Hydraulique, de l'Assainissement et de la Salubrité	209 790 743 743	66 826 812 654	31,9%
Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant	2 553 825 000	825 958 636	32,3%
Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et de la Couverture Maladie Universelle	162 005 331 389	57 795 316 477	35,7%
Ministère de la Culture et de la Francophonie	1 198 925 890	449 500 103	37,5%
Ministère d'Etat, Ministère de la Défense	59 816 978 718	22 754 574 963	38,0%
Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier	574 921 046 375	265 352 187 487	46,2%
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	5 828 446 367	2 734 268 461	46,9%
Ministère du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion des PME	4 603 083 667	2 221 871 244	48,3%
Ministère des Transports	136 089 409 383	68 916 737 303	50,6%
Ministère de l'Environnement et du Développement Durable	10 411 736 593	5 428 269 614	52,1%
Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Énergie	150 848 923 276	79 346 760 656	52,6%
Représentation Nationale	700 000 000	371 000 000	53,0%
Cour de Cassation	250 000 000	132 500 000	53,0%
Cour des Comptes	1 275 634 343	676 086 202	53,0%
Ministère de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle et de l'Apprentissage	63 893 042 873	34 049 837 850	53,3%
Ministère du Plan et du Développement	27 080 328 593	15 188 208 666	56,1%
Ministère de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation	101 358 489 827	59 781 815 030	59,0%
Ministère des Sports	198 688 984 661	118 549 182 725	59,7%
Ministère de la Promotion de la Jeunesse, de l'Insertion Professionnelle et du Service Civique	21 326 560 000	12 841 912 432	60,2%
Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme	46 145 316 783	28 539 031 494	61,8%
Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité	138 870 576 165	86 116 951 430	62,0%
Ministère de la Réconciliation et de la Cohésion Nationale	600 000 000	372 696 632	62,1%
Primature et Services Rattachés	27 169 666 908	17 170 999 083	63,2%
Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme	14 670 799 468	10 384 789 410	70,8%
Ministère d'Etat, Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural	126 324 669 816	93 653 416 296	74,1%
Ministère du Budget et du Portefeuille de l'Etat (hors dépenses communes)	72 416 228 214	56 032 206 392	77,4%
Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance et de la Lutte contre la Corruption	1 561 000 000	1 228 600 000	78,7%
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	97 323 988 615	83 452 544 585	85,7%
Ministère de l'Économie et des Finances	52 550 044 829	45 281 024 117	86,2%
Ministère de la Communication et de l'Économie Numérique	12 212 668 565	10 584 534 820	86,7%
Ministère de la Solidarité et de la Lutte Contre la Pauvreté	32 886 590 112	29 146 394 641	88,6%
Ministère des Eaux et Forêts	6 505 055 915	5 769 714 676	88,7%
Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale	18 128 481 088	16 964 956 427	93,6%
Présidence de la République	17 996 462 748	17 906 615 000	99,5%
Commission Electorale Indépendante	250 000 000	250 000 000	100,0%
<b>Total hors dépenses communes et comptes spéciaux</b>	<b>2 505 525 660 863</b>	<b>1 321 389 861 459</b>	<b>52,7%</b>
Dépenses communes	369 282 198 054	10 609 260 862	2,9%
Compte spéciaux	115 080 448 000	98 489 586 000	85,6%
<b>Total Général</b>	<b>2 989 888 306 917</b>	<b>1 430 488 708 321</b>	<b>47,8%</b>

Source : SIGOBE/DGBF

## ANNEXE 4 : Situation d'exécution des dépenses pro-pauvres à fin septembre 2022

(en FCFA)

DOMAINES	2021	2022		
	Réalisation	Objectif annuel	Objectif septembre	Exécution à fin septembre
<b>01 Agriculture et développement rural</b>	<b>212 026 766 738</b>	<b>86 191 197 406</b>	<b>64 643 398 055</b>	<b>89 022 975 427</b>
01.0 Administration générale	145 245 235 086	16 182 611 028	12 136 958 271	20 947 077 562
01.1 Programme de développement et de promotion de l'agriculture	18 753 656 062	20 137 184 894	15 102 888 671	25 733 717 216
01.2 Formation et encadrement	32 999 548 992	33 521 626 886	25 141 220 165	29 702 036 700
01.3 Aménagement hydro-agricole	4 582 326 598	6 502 326 598	4 876 744 949	5 254 557 949
01.4 Autres investissements en milieu rural (FIMR)	10 446 000 000	9 847 448 000	7 385 586 000	7 385 586 000
<b>02 Ressources Halieutiques et Production Animale</b>	<b>16 408 730 252</b>	<b>16 304 717 935</b>	<b>12 228 538 451</b>	<b>10 186 862 230</b>
02.0 Administration générale / formation et encadrement	11 043 269 148	9 561 904 649	7 171 428 487	6 299 181 366
02.1 Appui à l'élevage et à la production laitière	2 438 892 640	2 902 853 809	2 177 140 357	1 691 014 397
02.2 Pêche et aquaculture	2 926 568 464	3 839 959 477	2 879 969 608	2 196 666 467
<b>03 Education</b>	<b>1 499 460 185 354</b>	<b>1 525 197 885 928</b>	<b>1 163 898 414 446</b>	<b>1 196 474 689 727</b>
03.0 Administration générale	119 046 132 134	50 102 833 458	37 577 125 094	83 956 068 949
03.1 Education préscolaire et enseignement primaire	587 505 279 509	648 104 813 977	506 078 610 483	463 643 101 806
03.2 Alphabétisation	559 657 856	459 659 630	344 744 723	302 558 410
03.3 Secondaire général, technique et professionnel	509 923 128 647	584 748 954 886	438 561 716 165	389 074 181 419
03.4 Enseignement supérieur et recherche scientifique	282 425 987 208	241 781 623 977	181 336 217 983	259 498 779 143
<b>04 Santé</b>	<b>465 347 518 869</b>	<b>458 032 222 900</b>	<b>308 524 167 175</b>	<b>291 710 155 600</b>
04.00 Administration générale santé	245 791 575 065	223 254 243 648	147 440 682 736	168 468 670 403
04.01 Système de santé primaire	60 668 968 086	102 840 556 153	67 130 417 115	30 733 788 390
04.02 Soins de santé préventive (programme élargie de vaccination)	4 163 004 768	1 500 000 000	1 125 000 000	3 735 836 492
04.03 Programme de lutte contre les pathologies et les endémies	52 891 578 081	27 195 423 555	20 396 567 666	17 906 457 936
04.04 Santé infantile, maternelle et nutrition	36 757 644 609	32 604 381 089	19 453 285 817	20 257 741 261
04.05 VIH/SIDA	12 388 434 544	23 554 395 157	17 665 796 368	15 032 138 613
04.06 CHU et Institutions médico-spécialisés	52 686 313 716	47 083 223 298	35 312 417 474	35 575 522 505
<b>05 Eau et Assainissement</b>	<b>139 804 271 368</b>	<b>108 080 026 088</b>	<b>86 060 019 566</b>	<b>84 923 136 447</b>
05.1 Accès à l'eau potable et assainissement	66 042 200 644	85 918 605 517	69 438 954 138	39 382 331 317
05.2 Protection de l'environnement et lutte contre la pollution	73 762 070 724	22 161 420 571	16 621 065 428	45 540 805 130
<b>06 Energie</b>	<b>140 744 759 201</b>	<b>154 381 099 723</b>	<b>120 785 824 792</b>	<b>87 366 401 644</b>
06.1 Accès à l'électricité	140 744 759 201	154 381 099 723	120 785 824 792	87 366 401 644
<b>07 Routes et ouvrages d'art</b>	<b>360 104 491 800</b>	<b>416 837 765 562</b>	<b>314 628 324 172</b>	<b>306 002 791 109</b>
07.1 Entretien pistes rurales	3 379 093 882	5 877 545 928	4 408 159 446	1 736 937 602
07.2 Constructions d'ouvrages d'art	153 747 467 141	14 830 280 863	11 122 710 64	74 384 479 605
07.3 Autres travaux routiers	202 977 930 777	396 129 938 771	299 097 454 078	229 881 373 902
<b>08 Affaires Sociales</b>	<b>88 361 568 038</b>	<b>74 178 024 424</b>	<b>57 633 518 318</b>	<b>67 593 997 652</b>
08.0 Administration générale	15 642 703 163	17 771 655 528	13 328 741 646	11 250 675 278
08.1 Formations destinées aux femmes	1 951 584 525	2 250 626 511	1 687 969 883	1 086 421 540
08.2 Orphelinats, pouponnières et centres sociaux	23 335 298 517	27 127 474 513	20 345 605 885	23 959 358 627
08.3 Formation au personnel d'appui	1 555 062 246	1 512 432 362	1 134 324 272	1 095 824 272
08.4 Prise en charge des indigents, des victimes de guerre et de catastrophes	45 876 919 587	25 515 835 510	21 136 876 633	30 201 717 935
<b>09 Décentralisation</b>	<b>88 992 878 941</b>	<b>96 750 176 296</b>	<b>72 562 632 222</b>	<b>76 731 283 619</b>
09.1 Décentralisation	88 992 878 941	96 750 176 296	72 562 632 222	76 731 283 619
<b>10 Reconstructions et réhabilitations</b>	<b>21 173 020 018</b>	<b>22 212 119 406</b>	<b>16 659 089 555</b>	<b>10 843 020 471</b>
10.1 Reconstruction et réhabilitation	677 751 633	2 139 680 000	1 604 760 000	500 408 279
10.2 Habitat et logement sociaux	20 495 268 385	20 072 439 406	15 054 329 555	10 342 612 192
<b>11 Autres domaines de lutte contre la pauvreté</b>	<b>33 551 318 476</b>	<b>20 347 727 370</b>	<b>15 260 795 528</b>	<b>21 113 597 115</b>
11.1 Promotion et insertion des jeunes	30 016 205 208	17 116 056 633	12 837 042 475	18 108 326 378
11.3 Développement du tourisme et de l'artisanat	3 535 113 268	3 231 670 737	2 423 753 053	3 005 270 737
<b>TOTAL</b>	<b>3 065 975 509 055</b>	<b>2 978 512 963 038</b>	<b>2 232 884 722 279</b>	<b>2 241 968 911 041</b>

Source : SIGOBE/DGBF